Notes de lecture

Gardey D., Löwy I. (eds) – *L'invention du naturel : les sciences et la fabrication du féminin et du masculin*

(2000). Paris. Édition des Archives Contemporaines, 227 p.

Tant pis pour la prudence universitaire, osons les qualificatifs et, pourquoi pas, les superlatifs : cet ouvrage contient les essais de sociologie de la connaissance les plus inventifs et les plus salutaires qu'il m'ait été donné de lire depuis les travaux d'Ansart sur l'idéologie politique ou sur la naissance de l'anarchisme ; ceux de Kuhn sur la structure des révolutions scientifiques ou de Gouldner sur la venue prochaine de la crise de la sociologie occidentale.

Fruit de deux journées d'étude organisées au Centre de recherche en histoire des sciences et des techniques de la Cité des sciences de La Villette, *L'invention du naturel* illustre la thèse de Mannheim, selon qui tout groupe émergent et dynamique dévoile des pans de réalité cachés dans la société ; où l'apparition de ce groupe comme acteur politique énonçant de nouvelles vérités transforme les « *structures mentales profondes* »¹.

Les travaux présentés dans ce livre portent sur la façon dont sont et ont été classés les hommes et les femmes depuis la naissance de la cytologie² et, plus généralement, d'une physiologie et d'une clinique modernes. Mais ce point de vue est articulé avec la connaissance du développement récent de plusieurs branches de l'histoire : histoire des sciences, naturellement, notamment de la médecine, de la biologie et de l'interprétation des maladies ; mais aussi histoire de la critique de ces sciences par le mouvement féministe, et histoire du mouvement féministe lui-même.

Les transformations de la philosophie politique, de l'anthropologie et de la sociologie et leur influence sur la catégorisation des hommes et des femmes sont aussi analysées. Et, comme cet ouvrage croise l'influence de ces chronologies, il renvoie à des problèmes beaucoup plus généraux liés à la transformation de la connaissance et aux limites de la raison et éclaire d'un jour nouveau les relations entre savoir scientifique et savoir quotidien, analysant le rôle des métaphores et des métonymies de la vie quotidienne dans la construction des énoncés scientifiques, ainsi

¹ Mannheim K. (1956) *Idéologie et Utopie*, trad. F. Paris. Marcel Rivière, p. 107.

² Cytologie : connaissance des cellules vivantes.

que le rôle de la connaissance scientifique dans les visions sophistiquées de philosophes ou juristes, puis dans les vulgates et stéréotypes des explications banales.

Certaines contributions viennent illustrer les hypothèses de Garfinkel sur le rôle de la classification des autres groupes dans la création inconsciente d'une limite entre les membres d'une entente et les étrangers à ce groupe. Ainsi, *l'Invention du naturel* démontre que, depuis le XVIII^e siècle, les femmes sont l'objet de discours savants qui laissent impensées les différences à l'intérieur du genre masculin et même empêchent de s'intéresser à les qualifier. L'homme en tant que moitié mâle de l'humanité détient le statut qui, selon J.-P. Faye, est celui de l'hôte absent-omniprésent, celui qui structure le discours et la pensée sans que personne ne prononce son nom, sans que sa présence apparaisse dans quelque compte rendu³. Comme le dit astucieusement N. C. Mathieu : « *La catégorie d'homme est comme le corps du Christ : une présence réelle mais cachée. Elle fonctionne comme un référent de toute explication sociologique mais n'est jamais spécifiée comme catégorie sexuée* »⁴. Les énoncés passés étant émis par les membres de la

condition masculine, leurs propos essayaient de caractériser l'autre moitié de l'humanité mais sans analyser la leur propre.

Une bonne partie de l'ouvrage se donne pour objet de déconstruire les stéréotypes, certitudes et « indexicalités » nées de cette puissance souveraine qui consiste à désigner l'autre sans être soi-même catégorisé. Une piste très riche (et qui mériterait plus de place que celle dévolue à un compte rendu) est celle qui consiste à saisir comment le biologique s'empare du social par le moyen d'un énoncé scientifiquement fondé, à un moment donné. Les connaissances sont situées au moins dans le temps, mais les discours qui dérivent de connaissances passées, passant dans le langage et les conceptions du public, peuvent alimenter des visions idéologiques, c'est-à-dire partielles qui se donnent pour totales. Car il est tentant, étant donné la tradition rationaliste française, de prendre une connaissance située pour une connaissance universelle, décontextualisée.

Plusieurs illustrations de ceci parcourent *L'invention du naturel*, nous n'en emprunterons qu'une à Cynthia Krauss : elle montre qu'il y a actuellement plusieurs définitions biologiques de la différence entre hommes et femmes : la différenciation est à

³ Faye J. P. (1971). *Langages Totalitaires*. Paris. Hermann.

⁴ Gardey D., Löwy I. (2000), p. 13.

la fois gonadique⁵, génique, chromosomique, phénotypique⁶ et hormonale. Or, la variabilité des êtres humains fait que certaines de ces caractéristiques ne sont pas binaires mais se trouvent sur une échelle continue. Ainsi, les croyances en l'existence d'une différenciation sexuelle tranchée, parce qu'au niveau gonadique ou phénotypique certains indices sont présents, peuvent être un leurre. Pour Cynthia Krauss : « *Un individu peut être mâle pour certaines catégories de différenciation sexuelle et femelle pour d'autres* ». La conclusion en découle : classer les personnes en hommes et femmes est complexe et incertain pour la science. C'est un classement prescriptif imposé par la société aux individus. Ce classement est donc sans autre fondement que la tradition. Et pourtant, combien de scientifiques (sans parler des juristes, philosophes, anthropologues *et alii*) le tiennent pour acquis !

L'ouvrage semble tendu vers ce genre de questionnement. Il nous invite à mettre en parallèle les énoncés d'un moment et les connaissances scientifiques de l'époque où ils ont été énoncés. Que faire des textes qui se fondent sur des certitudes dans le domaine de la biologie, la physi-

que ou la chimie désormais périmées ou relativisées ? Ne faut-il pas abandonner l'attitude théologique qui juge l'expression des auteurs indépendamment du substrat scientifique dépassé sur lequel ils ont fondé leurs raisonnements ? Peut-on considérer Saussure, Freud, Malinowski, Marx, Lacan ou Durkheim sans examiner la validité actuelle des thèses de sciences de la vie ou de la matière sur lesquels ils s'appuient ? Ce sont ces questions passionnantes auxquelles *L'invention du Naturel* nous invite à songer.

Pierre Tripier

Professeur émérite de sociologie
Laboratoire Printemps-CNRS.
Univ. Versailles St. Quentin-en-Y.

Spensky M. (ed) –
Universalisme, particularisme et citoyenneté dans les Îles britanniques

(2000). Paris. L'Harmattan, 180 p.

Spensky M. (ed) –
Les femmes à la conquête du pouvoir politique. Royaume-Uni, Irlande, Inde

(2001). Paris. L'Harmattan, 216 p.

Les deux ouvrages dirigés par Martine Spensky présentent une réflexion sur la citoyenneté des divers groupes qui composent nos sociétés. Le premier examine l'accès différencié à la citoyenneté civile, politique et sociale, ainsi que les moyens de répondre aux inégalités de traitement en la

⁵ Différencie la présence d'ovaires ou de testicules.

⁶ Différencie l'appartenance à un sexe par les organes externes de reproduction.

matière. Le second présente différents éclairages concernant les luttes des suffragettes en Grande-Bretagne et la présence des femmes dans les instances politiques. Ces deux publications ont pour but de mieux faire connaître à un public français les débats outre-Manche, présents et passés.

Le premier ouvrage, auquel ont participé des chercheurs et chercheuses anglicistes du CESCIB (Centre d'étude sur le Commonwealth et les Îles britanniques de l'université Paris 8), discute de l'universalisme et du particularisme, questions qui se trouvent au cœur de nombreuses polémiques. Il propose une réflexion sur la façon dont sont traitées, au Royaume-Uni : « *Les tensions entre, d'une part, les droits universels des citoyens en tant qu'individus et, d'autre part, les droits des individus en tant que membres de groupes spécifiques, produits des rapports sociaux et de leur histoire* » (p. 12). Le rôle joué par les associations ouvrières concernant l'éducation des travailleurs au XIX^e siècle est abordé (Prum, Mortier), de même que les inégalités fondées non sur l'économie, mais sur la religion, la race ou le sexe, au travers d'exemples portant sur les revendications des juifs en Angleterre (Germain) et sur celles des catholiques d'Irlande du Nord (Goldring). Si les droits politiques des groupes en question ne sont plus contestés aujourd'hui, et si les arguments darwinistes

hostiles au vote des femmes du début du XX^e ne sont plus de mise (Spensky), les inégalités de traitement n'en subsistent pas moins. C'est ce qui motive les politiques récentes de 'discrimination positive' en faveur des personnes originaires des pays de l'ancien empire (Dubourdieu).

Le second ouvrage réunit des contributions présentées lors d'un colloque organisé en 1998 par le même CESCIB. Elles ont en commun non seulement de présenter le paysage féministe du début du siècle en Grande-Bretagne et les luttes pour les droits politiques des femmes, mais aussi de mettre en évidence, de façon nuancée et fouillée, les dissensions entre les diverses sensibilités. On y trouvera d'abord un historique de la 'pensée féministe', comprise comme : « *Toute conscience partagée du fait que globalement le groupe des hommes est avantagé par rapport au groupe des femmes* » (Spensky, p. 10). Ce volume évoque par ailleurs : les deux principales organisations des suffragettes et les personnalités qui, telles Garrett Fawcett ou Emmeline Pankhurst, ont joué un rôle décisif dans le mouvement (Caine, Purvis); les liens existant, au travers de la figure d'Alice Wheeldon, entre les milieux, syndicaux, pacifistes, féministes et d'extrême gauche (Rowbotham); ainsi que la place d'activités militantes autres que la lutte pour le droit de vote, avec

l'exemple de la *Women's Co-operative Guild* (Scott). L'ouvrage met notamment l'accent sur la façon dont les revendications féministes se sont heurtées à des arguments invoquant l'« intérêt général » : non seulement les exigences des institutrices de l'école primaire étaient perçues par les syndicats comme des menaces pour les intérêts des travailleurs (Trouvé), cependant, la concession du droit de vote aux femmes britanniques pendant la Première Guerre mondiale s'est accompagnée de la négation des revendications féministes sur d'autres terrains (Bonnes), et si les partis conservateurs accueillirent les femmes, c'est en les sommant de s'intéresser à l'intérêt général (Molinari). En Irlande, en particulier, l'inscription du suffrage féminin dans le projet d'autonomie de ce pays eut certes pour effet de donner aux femmes l'accès à la citoyenneté, mais ce fut pour mieux les renvoyer ensuite dans leurs foyers (Gaudin). Sont examinées également, dans cet ouvrage, les conséquences de l'accès d'un nombre significatif des femmes (« masse critique ») à des fonctions électives, en comparant Londres et Mumbay – ancien Bombay (Barry).

Ces deux recueils nous présentent des axes de réflexion intéressants au moment où, en France, on observe les premiers effets de la loi sur la parité et où

on tente d'en tirer quelques leçons. Susciter des questionnements à l'aune d'expériences étrangères est même l'un des objectifs de Martine Spensky et des auteurs du premier ouvrage qui se disent 'agacés' par la tonalité des débats français sur la citoyenneté, qualifiant les sociétés anglo-saxonnes de 'communautaristes', par opposition au modèle français perçu comme universaliste. Leur contribution aide à mieux saisir ce qui se cache derrière ce dernier terme, trop souvent galvaudé. Le second ouvrage porte plus directement sur la question des droits politiques des femmes, l'éclairage britannique permettant de constater que les interrogations suscitées par la loi française sur la parité jalonnent toute l'histoire des débats féministes d'outre-Manche, qu'il s'agisse du discours sur la spécificité féminine visant à légitimer la participation des femmes à la sphère publique (Caine) ou des paradoxes liés au rapport entre particularisme et universalisme dans le cas irlandais – paradoxes mis en évidence pas Joan Scott à propos de la France.

Sur le thème particularisme *versus* universalisme, plusieurs exemples m'ont frappée dans ces deux ouvrages. Dans le premier, pour montrer que cette question a traversé tous les débats divisant théoriciens et praticiens de l'éducation, Michel Prum présente le cas d'un Institut ouvrier,

le *Mechanics'Institute* de Londres qui, lors de sa création en 1823, dispensait une éducation pour adultes de la classe ouvrière. L'enjeu était de définir le contenu de l'éducation en question, et ce débat opposait différents points de vue d'acteurs en présence. Alors qu'une partie des employeurs était hostile aux visées éducatives de l'Institut car ils y voyaient une menace, d'autres y étaient favorables, mais défendaient leurs intérêts en se prononçant pour une éducation spécialisée. En revanche, nombre d'ouvriers voulaient, eux, avoir accès à une éducation 'universelle' (non spécifique), afin de comprendre le monde dans lequel ils vivaient et éventuellement le changer. Dès cette époque, la question centrale du bien-fondé de l'éducation ouvrière et de son contenu était donc posée et, dans le cas du *Mechanics'Institute*, c'est la thèse de l'un des courants 'bourgeois' qui l'emporta – celui qui entendait former une force de travail spécialisée, compétente, docile et bien pensante. En l'occurrence, ce point de vue particulariste s'avérait utilitariste puisque les partisans de cette option défendaient bien davantage leurs intérêts qu'ils n'encourageaient une réelle émancipation des ouvriers.

Un autre exemple intéressant renvoie au rapport entre particularisme et universalisme : c'est celui qui concerne la discrimina-

tion positive, terme désignant des mesures qui consistent à « avantager » les membres de certains groupes historiquement désavantagés. De telles politiques existent sous différentes appellations aux États-Unis, en Inde, en Malaisie et en Afrique du Sud. En Grande-Bretagne, les mesures prises dans ce sens, dès 1976, n'ont pas de caractère obligatoire. Elaine Dubourdieu présente les divers arguments utilisés contre ces mesures : seuls les facteurs de mérite sont des critères de distribution moralement acceptables ; ces mesures désavantagent des individus défavorisés des groupes non discriminés, etc. Pourtant, Elaine Dubourdieu l'affirme, la discrimination positive n'enfreint pas le principe universel lui-même, d'autant que l'application de ce principe favorise souvent certaines couches sociales aux dépens d'autres. Comme elle le souligne, la compétition n'a jamais lieu sur un terrain neutre et aucune recherche ne s'est penchée sur le fait que, jusqu'à la fin des années soixante-dix, la majorité des étudiants étaient des jeunes hommes blancs issus des classes moyennes. Ainsi, il y avait bel et bien, sous couvert d'universalisme, 'discrimination positive' vis-à-vis de ce groupe particulier, même si cela ne fut jamais énoncé comme tel. Elaine Dubourdieu estime donc que : « *On peut considérer comme tout à fait acceptable, dans l'intérêt du bien commun de privilégier*

les droits d'un groupe aux dépens de ceux de l'individu ».

L'intérêt de ces deux articles concernant la tension entre universalisme *versus* particularisme est de montrer que la notion de spécificité n'est pas toujours considérée dans sa dimension de justice sociale. Ces notions sont utilisées à divers moments en fonction des enjeux et des acteurs en présence pour modifier la réalité. « *Certains pour revendiquer des droits qu'ils ne possédaient pas, d'autres pour légitimer leur jouissance exclusive de ces droits et tenter de consolider les frontières tracées autour de ceux/celles qu'ils entendaient exclure* » (p. 13-14).

Dans le second ouvrage, la tension entre universalisme et particularisme est présente dans la plupart des articles, tant elle est partie intégrante, voire structurelle, du mouvement et des revendications féministes. La contribution de Jim Barry portant sur la comparaison Londres/Mumbai m'a plus particulièrement intéressée en ce sens qu'il essaie de mesurer les conséquences d'un nombre significatif de femmes au pouvoir politique, en décrivant leur expérience. Il ne s'agit plus ici de discuter du bien-fondé ou de la légitimité de l'accès d'un groupe particulier à un domaine dont il avait préalablement été exclu, mais d'examiner les changements induits par la présence de certains de ses membres. Dans les deux

ville qu'il observe, on trouve cette fameuse masse critique. Mais en Inde, ce nombre relativement élevé a été obtenu grâce à l'instauration de quotas en 1992, alors qu'à Londres, une progression lente s'est faite sans le recours à de telles mesures – et certainement grâce au mouvement de mobilisation des femmes. À ce sujet, l'auteur remarque que toutes les femmes rencontrées disent avoir été influencées par un modèle de femme politiquement active. Il semble par conséquent que la portée symbolique de leur présence dans les instances politiques ne peut que favoriser l'engagement des plus jeunes.

Toutefois, Barry observe que la plupart des femmes élues n'ont pas d'enfants en bas âge et bénéficient d'une aide importante de la part d'une autre femme pour assumer le fardeau domestique. La division du travail ne semble donc pas (encore) remise en question par l'accès des femmes aux instances de décisions politiques locales et ce, pour deux raisons. D'une part, les hommes politiques rencontrés continuent de se penser comme « soutien de famille », alors que la plupart des femmes s'estiment responsables des charges familiales. D'autre part, l'implication des femmes élues dans la sphère du politique se fait au prix d'une division sociale du travail au sein du groupe des femmes lui-même, puisque d'autres qu'elles s'occupent des

tâches domestiques quotidiennes. Un tel état de fait confirme ce qu'on a pu observer en d'autres circonstances, à savoir que ce sont les membres les plus favorisés des groupes discriminés qui, les premiers, sont susceptibles de bénéficier des avantages accordés à leur groupe – une dimension que Jim Barry ne met pas suffisamment en évidence dans sa présentation.

Terminant sur une note plus positive à propos des femmes élues, l'auteur insiste sur le fait que : « *L'héritage de leur contribution dans les deux villes laissera inmanquablement sa marque sur les stratégies mises en œuvre en matière de politiques locales* » (p. 205). Si les capacités des femmes à faire de la politique a longtemps été mise en doute, leur usage du pouvoir a montré qu'elles avaient, individuellement, les compétences nécessaires. En ce sens, Barry étaye les propos de Martine Spensky lorsqu'elle affirme : « *Qui est exclu du fait de son appartenance de groupe, ne peut revendiquer des droits et les obtenir qu'en tant que membre de ce groupe. [...] La discrimination positive en lui donnant certains avantages compensatoires, lui ouvrira la possibilité de prouver – après coup – son mérite et d'accéder au statut d'individu* » (p. 40).

Marylène Lieber

Doctorante en Sociologie,
Laboratoire Printemps, Université de
Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

Gothlil E. – *Sexe et existence. La philosophie de Simone de Beauvoir*

(2001). Paris. Michalon.

Simone de Beauvoir philosophe/et singulière.

Cherchez l'œuvre de Simone de Beauvoir dans une librairie ou une bibliothèque, vous la trouverez sans doute dispersée au rayon « romans », ou au rayon « femmes », mais pratiquement jamais là où Eva Gothlin la place d'emblée : celui de la philosophie. *Sexe et existence* est pourtant une étude systématique et organisée de la philosophie qui structure *Le deuxième sexe* et qu'a élaborée son auteure.

Ce travail, exhaustif, passe l'essai de Beauvoir (1949) au crible de la lecture philosophique et en parcourt les origines et axes directeurs déjà mis en œuvre dans *Pyrrhus et Cinéas* (1944) et *Pour une morale de l'ambiguïté* (1947). Son objectif explicite lui évite d'effectuer une analyse biaisée par une lecture qui serait soumise au filtre de l'existentialisme sartrien, par exemple. La diversité des sources dont s'est nourrie la réflexion beauvoirienne interdit ainsi de la subordonner à telle ou telle influence exclusive.

En risquant une métaphore culinaire d'un sexisme ordinaire, on pourrait dire que Simone de Beauvoir n'occupe pas, dans cet ouvrage, la place de la cuisinière besogneuse s'inspirant des coups

de génie du grand chef et assurant un quotidien médiocre. Elle est maître d'œuvre d'un système de pensée autonome occupé à problématiser cette question encore vierge et délicate : l'oppression des femmes.

Car c'est la question qui, à la fois, préoccupe Beauvoir et préside à l'analyse d'Eva Gothlin : comment s'est construite cette oppression au fil de l'histoire, quel(s) système(s) de pensée a/ont permis de la maintenir comme relevant d'une loi « naturelle ».

Ainsi, Beauvoir parcourt-elle l'hégélianisme, le marxisme, et l'existentialisme phénoménologique et articule-t-elle les concepts sur lesquels elle se fonde, afin d'élaborer sa propre pensée.

Par son analyse systématique de l'œuvre de Beauvoir philosophe, Eva Gothlin parvient à en dégager l'ossature. Dépassant les conclusions de nombreux/ses exégèses de Beauvoir qui avaient perçu certains aspects ou directions de sa pensée sans en systématiser l'étude ou sans en mesurer la portée, elle s'inscrit souvent en faux contre nombre de conclusions ou jugements portés à ce jour sur la philosophe. Elle montre, par exemple, comment Simone de Beauvoir utilise l'appareil conceptuel phénoménologique-existentialiste tout en se démarquant des positions philosophiques respectives de Merleau-Ponty ou de Sartre.

Dans un premier temps, *Sexe et existence* analyse les thèmes hégéliens et marxistes qui apparaissent dans *Le deuxième sexe* et s'attache, dans une seconde partie, à définir la position de Beauvoir par rapport à la phénoménologie et l'existentialisme. Reconnaissance, travail, sujet, objet, situation, transcendance et immanence, autant de concepts isolés et étudiés dans le système élaboré par Beauvoir afin de rendre compte de l'oppression des femmes dans une perspective historique anti-naturaliste. La première partie s'inscrit dans un cadre hégélien, redessiné par Kojève, autour de la lutte pour la reconnaissance et de la dialectique du maître et de l'esclave. La seconde se préoccupe davantage d'une ontologie enrichie justement par cette dimension historique. Il en émerge une pensée singulière dont Eva Gothlin met en avant l'originalité et la solidité mais également les limites et les ambiguïtés.

Contrairement aux idées souvent avancées, Simone de Beauvoir n'assimile pas la condition des femmes à celle de l'esclave dans la dialectique hégélienne, puisque celles-ci n'ont pas accès à cette lutte pour la reconnaissance. Cette exclusion est à la fois le résultat des conditions historiques et le produit de leur moindre robustesse physique. En enrichissant la réflexion hégélienne des concepts marxistes de travail (et d'activité de produc-

tion) et d'histoire (Engels), Beauvoir tente de faire échapper la condition des femmes au déterminisme qu'elle caractérise comme d'origine biologique : c'est par le travail et l'entrée dans le monde de la production, par le développement de la contraception, que celles-ci échapperont à l'assujettissement auquel la société patriarcale les a soumises en s'appuyant sur certains aspects de leur singularité biologique, comme la maternité. Cette prise en compte de l'origine historique de l'oppression assortie d'une réflexion sur le concept de situation historicisé, au contraire de celui de Sartre, permet à Beauvoir d'entrevoir la possibilité d'une libération des femmes par elles-mêmes. C'est alors qu'intervient cette « situation » propre aux femmes (qui, au contraire de la situation sartrienne n'est pas caractérisée par une liberté absolue puisque les femmes n'ont pas le libre choix de leur projet) articulée à la réalisation d'un projet qui leur permettra de se poser comme sujet (et non plus comme objet) et de devenir maîtresses de sa réalisation. Si *Le deuxième Sexe* n'est pas un traité ontologique, il traite cependant de l'émergence de la femme comme sujet en s'appuyant sur le développement historique et sur une possible reconnaissance réciproque entre sujets transcendants. Ouvertures qui bousculent, sinon bouleversent, les positions de Sartre dans *L'être et le néant*, comme les

choix « déterministes » opérés par Engels.

Cependant, plusieurs obstacles se lèvent sur cette route vers une possible libération : certains sont repérés par Beauvoir elle-même, d'autres sont inhérents à sa propre réflexion. Eva Gothlin montre bien comment Beauvoir intègre au concept de situation (dans laquelle sont les femmes) ce qu'elle appelle leur propre « *propension à accepter la subordination* ». Tendances qu'elle lie aux données biologiques et historiques qui « condamnent » la femme à « faire » avec ce qu'elle « a », pour utiliser à nouveau une image culinaire ! La femme ne peut connaître qu'une liberté « négative » et resterait caractérisée par l'immanence, sa position d'objet l'empêchant d'accéder à la transcendance sinon par une conversion existentielle, qui lui permettrait de dépasser le « désir d'être » ; ce que Beauvoir juge possible. C'est une divergence fondamentale avec l'ontologie de Sartre que l'anthropologie élaborée par Simone de Beauvoir met clairement en avant.

Sexe et existence s'attache à relever les ambiguïtés ou les éléments contestables de la pensée beauvoirienne telle qu'elle est mise en œuvre dans *Le deuxième sexe*. On relèvera un peu pêle-mêle son appréciation de la condition féminine qui la conduit à dévaluer la position des femmes (moins robustes, asservies par la

maternité) et à considérer les activités qui leur sont assignées comme des tâches domestiques et non comme du travail. Elle relève également certaines contradictions dues à son acceptation d'un déterminisme biologique, à son ignorance du rôle historique de certaines femmes, à un point de vue qui reste malgré tout androcentré. Mais, loin d'en tirer la conclusion d'une non-pertinence des positions beauvoiriennes, Eva Gothlin replace toujours Simone de Beauvoir dans une perspective historique. Pionnière, défricheuse et encore isolée dans la France de l'Après guerre, Simone de Beauvoir a ouvert la route à la réflexion et à l'action d'un féminisme radical qui nourrit toujours notre réflexion et suscite notre admiration.

Cet ouvrage rend enfin justice à la philosophe. Par son sérieux et sa pertinence, il nous permet de relire *Le deuxième sexe* dans une perspective nouvelle et au niveau où l'œuvre se situe. Écrit dans une langue claire, et conçu comme une démarche didactique rigoureuse, *Sexe et existence* nous redonne le goût de reconsidérer l'œuvre philosophique de Simone de Beauvoir dans une période où le féminisme a justement besoin d'approfondir sa réflexion et d'ouvrir des pistes d'action renouvelées.

Marie Ploux

– *Quatre ouvrages sur les risques individuels et collectifs liés à l'industrie nucléaire :*

Bourrier M. – *Le nucléaire à l'épreuve de l'organisation*

(1999). Paris. PUF, Le Travail humain.

Doniol-Shaw G., Huez D., Sandret N. – *Les intermittents du nucléaire. Enquête STED sur le travail en sous-traitance dans la maintenance des centrales nucléaires*

(1995). Toulouse. OCTARES, Travail.

Doniol-Shaw G., Huez D. – *Enquête épidémiologique longitudinale STED 1993-1998*

(1999). Document ordnatypé.

Thébaud-Mony A. – *L'industrie nucléaire.*

Sous-traitance et servitude

(2000). Paris. Coédition EDK et INSERM.

Pour diminuer les risques collectifs liés à la fabrication d'électricité d'origine nucléaire, les centrales d'EDF connaissent deux temps : celui de la conduite où l'électricité est produite et celui de l'*arrêt de tranche*, interruption de toute une centrale ou d'une partie autonome de celle-ci, afin d'en assurer la réfection et diminuer les chances potentielles de panne ou de défaut de fonctionnement.

La conduite est assurée par des agents de la compagnie, mais la maintenance peut l'être par des sociétés de service qui mettent leurs salariés à la disposition du fabricant d'électricité. Pour des raisons diverses, et à mes yeux mal élucidées dans ces trois livres (dont ce n'est d'ailleurs pas le

sujet central), le temps de l'arrêt de tranche s'est standardisé en vingt ans. Il est passé d'une fourchette allant de soixante à environ quarante jours de maintenance par tranche, à trente jours en moyenne, alors que le vieillissement des installations augmente les probabilités d'existence de dysfonctionnements et surtout d'irradiation des travailleurs de maintenance, les centrales laissant échapper de leurs installations, en vieillissant, des doses plus fortes de rayonnements ionisants.

Pour être sûre que ses fournisseurs ne font pas courir des risques à la santé de leurs salariés, EDF, obligée par la loi, a restreint l'exposition du personnel DATR (sigle interne signifiant : Directement affecté aux travaux sous rayonnement), aux doses de radiation de 5 à 2 rems par an. Mais cette décision vertueuse ne tient pas compte du marché du travail de ces entreprises de service spécialisées qui ont EDF comme seul donneur d'ordre et le travail de maintenance des centrales comme seule activité⁷. Aussi, dans son enquête par entretien de 1994 auprès d'agents qu'elle a déjà interrogés en 1988, Annie Thébaud-Mony note la multiplication de tricheries avec le dosimètre que chacun est sup-

posé porter sur soi mais que certains « oublient » de peur de ne plus pouvoir exercer leur activité. Car, le taux révisé atteint, l'agent est momentanément au chômage (1994 fut une des années où le marché du travail était le plus déprimé du dernier mi-siècle), ou bien il voit baisser radicalement son niveau de revenu, les autres opportunités pour des travaux de mécanique sans véritable qualification étant beaucoup moins rémunératrices, si elles existent.

C'est dans ce contexte difficile de risques multiples et contradictoires que ces quatre études ont été effectuées et publiées récemment⁸. Les lire dans la continuité est intéressant dans la mesure où on ne saurait rêver de méthodes plus différentes pour appréhender les mêmes phénomènes ni de plans d'exposition plus éloignés pour les expliquer.

Le livre le plus conforme à la tradition académique, issu d'une remarquable thèse en Sociologie des Organisations, est celui de Mathilde Bourrier, *Le nucléaire à*

⁷ Un robinetier peut recevoir, dans une des plus anciennes centrales, jusqu'à un rem, pendant une simple opération de changement de robinet (A. Thébaud-Mony, p. 33).

⁸ EDF est un des grands participants français aux recherches sociologiques sur le travail et l'organisation, ainsi que le démontre le livre coordonné par H. Meynaud (1996) : *Les sciences sociales et l'entreprise. Cinquante ans de recherches à EDF* Paris. La Découverte. Aussi les textes ici recensés ont-ils été précédés par plusieurs travaux dont une recherche qui a seulement étudié la conduite. Voir Osty F. & Marc Uhalde avec la participation de R. Jamouillé et R. Sainsaulieu (1993) *La régulation sociale en centrale nucléaire* Travaux sociologiques du LSCI, n°26, CNRS/IRESCO, 118 pages.

l'épreuve de l'organisation. Analysant quatre centrales différentes, deux en France (Bugey et Nogent) et deux aux États-Unis (Diablo Canyon et North Anna) elle met à l'épreuve les thèses de Ch. Perrow qui, dans un ouvrage publié en 1984, *Normal Accidents* avait tenté de démontrer que certains accidents constituant des risques majeurs vont survenir car ils sont l'effet induit d'un système organisationnel contradictoire. Après une analyse très détaillée et précise des modes de gestion de la maintenance pendant l'arrêt de tranche, analyse dans laquelle les différents niveaux de l'organisation sont regardés à la loupe, elle conclut à l'existence de « régimes de fiabilité » différents sur chacun des sites. Mais cette différence n'empêche pas un résultat similaire qui contredit partiellement les thèses de Perrow. Certes, elle relève des incohérences organisationnelles que l'auteur de *Normal accidents* avait mises au jour : doubles injonctions contradictoires, opacité organisationnelle, transformation du complexe en linéaire, etc. mais elle montre aussi qu'aux parades formelles des organisations contre le risque se combinent : « *Les parades inventées par les acteurs eux-mêmes, de façon à déjouer et tenter de remédier aux écueils recelés par ce type d'organisation (qui insiste sur la planification, l'allocation des ressources et l'assurance de*

structures de coordination) ».

Par la précision de son approche, son aspect nuancé mais incisif, Mathilde Bourrier fait le pont, de façon assez inattendue, entre deux auteurs majeurs : François Jullien⁹ qui, s'inspirant de certains stratèges chinois de l'âge classique, montre, dans certaines configurations, la prééminence des solutions improvisées sur les stratégies planifiées et Donald Roy¹⁰ qui met en scène des opérateurs qui doivent enfreindre volontairement les règles organisationnelles pour atteindre leurs objectifs de production. Elle enrichit ainsi le spectre de la sociologie des organisations et donne une idée précise des contraintes que doit affronter la production nucléaire d'électricité.

Les trois autres ouvrages s'intéressent moins à ces impératifs productifs qu'au sort de certains des agents qui interviennent sur les chantiers d'arrêts de tranche, dans des positions de sous-traitants, voire d'intérimaires.

L'enquête STED sur laquelle porte *Les intermittents du nucléaire* a été effectuée par 142 médecins du travail auprès des salariés d'entreprises sous-traitantes intervenant dans la maintenance des centrales nucléaires.

⁹ Jullien F. (1997). *Le traité de l'efficacité*. Paris. Grasset.

¹⁰ Roy D. (1954). « Efficiency and the 'fix' : informal intergroup relations in a piecework machine shop ». In *American Journal of Sociology*, n° 60.

Le but de la recherche était de recueillir 3000 questionnaires, avec des taux de sondage différents pour chaque médecin, en fonction du nombre d'intermittents auxquels il avait affaire. 2500 furent effectivement enquêtés et parmi ceux-ci près des deux tiers furent ré-interrogés en 1998-1999.

Cette enquête produit un nombre considérable de données sur les conditions de travail et l'état de santé des salariés sous-traitants de la maintenance. La double enquête STED montre que les déplacements prolongés, l'irrégularité et l'imprévisibilité des horaires de travail ont un impact grandissant sur l'état de santé physique et psychique de cette population. Elle insiste peu dans l'ouvrage de 1995 sur la spécificité de ces métiers où les risques de radiation sont présents, mais davantage sur la présence, à long terme, de troubles digestifs et de symptômes dépressifs, comme la perte de sommeil. Lesquels sont dus davantage à l'absence de routines quotidiennes, de conciliation difficile de la vie de travail et de la vie familiale, que de conscience du danger. En somme ces personnes connaîtraient les mêmes difficultés que les ambulants (VRP, ouvriers de grands chantiers de Travaux public, transporteurs routiers de longue distance, etc.).

La recherche d'A. Thébaud-Mony peut être vue comme complémentaire ou contradictoire de celle du groupe STED. Ici aussi

on a une certaine profondeur temporelle puisque des agents des entreprises sous-traitantes de maintenance nucléaire furent enquêtés deux fois : en 1998, quatre-vingt sept agents et six ans plus tard, en 1994, trente-cinq d'entre eux. Ces enquêtes par entretien approfondi constituent la matière première de *L'industrie nucléaire. Sous-traitance et servitude* et ce livre est extrêmement riche en informations sur les processus de travail de ces personnes, les contraintes avec lesquelles il faut jouer, pour ne pas mettre leur vie en danger et ne pas perdre d'emploi.

Il s'agit d'une véritable mise à plat des logiques, enjeux et déterminismes dans lesquels les « intermittents du nucléaire » se débattent. Mais ce livre est organisé de façon surprenante : construit comme un raisonnement hégélien où, dans une première partie, on entendrait la voix des salariés de la sous-traitance nucléaire, dans un second temps on prendrait conscience des contraintes économiques et techniques de ces entreprises sous-traitantes ; les relations existantes entre elles et EDF, la cascade quelquefois divergente des sources de pouvoir qui soumettent ces travailleurs sous-traitants ; enfin, dans un troisième temps, on analyse l'impact de cette façon de produire de l'électricité sur la santé publique des acteurs mais aussi sur l'environnement des

centrales. Plan qui invite le lecteur à prendre patience puisque les raisons qui président à cette division du travail sont d'abord énoncées par les salariés sous-traitants, mais restent limitées et obscures et sont seulement dévoilées dans les autres parties de l'ouvrage. Mais notre patience est récompensée par la richesse d'informations et l'acuité de la compréhension des logiques des salariés dont fait preuve Mme. Thébaud-Mony.

En somme quatre ouvrages qui se complètent et donnent des contraintes et enjeux du travail en centrale nucléaire une vision multiple, croisée et relativement contradictoire, donc ouverte et passionnante.

Pierre Tripier

Professeur émérite de sociologie
Laboratoire Printemps-CNRS.
Univ. Versailles St. Quentin-en-Y.

Farge A., Laé J.-F. – *Fracture sociale*

(2000). Paris. Desclée de Brouwer, 174 p.

Rarement livre mêle, avec une telle fluidité d'écriture et de pensée, les flashes d'une lumière crue sur la vie d'un homme à la rue et l'exigence théorique. Deux ordres de rigueur se donnent à voir : au récit haché, saccadé, amnésique de l'un des auteurs (Robert Lefort), s'opposent la cohérence et l'enchaînement continu des idées d'Arlette Farge et de Jean-François Laé. Mais on ne peut s'y tromper : des logiques

sont mises en œuvre dans les trois cas qui se mêlent, s'éloignent et se rejoignent dans une colère et un refus communs devant cette désappropriation de soi que la société construit pour nombre de ses membres.

Robert Lefort est (était, puisqu'il s'est suicidé en 1998, à 38 ans) ce qu'il est convenu d'appeler un SDF, un homme de la rue. Le prêtre qui l'hébergea temporairement dans son presbytère de Toulouse l'engagea à écrire un « *bilan de vie afin de retrouver ses marques* ». C'est ainsi que Robert Lefort entreprit la rédaction de son histoire sur un cahier d'écolier. C'est là le premier chapitre du livre.

Ce récit, Arlette Farge, historienne, et Jean-François Laé, sociologue, s'y sont immergés. Pour tenter de comprendre le mouvement de déclassement qui conduisit Robert Lefort à la rue. Pour tenter de rencontrer, à travers « les mailles du récit » (2^e chapitre, d'A. Farge), et divers souvenirs précis et amnésies récurrentes, l'homme qu'était Robert Lefort. Pour tenter enfin de rendre compte de ses silences et de ses morceaux de bravoure.

Rien de misérabiliste dans cette histoire : on rit en lisant certaines pages, on rit *avec* (et non *de*) Robert Lefort. De la douleur, de la terreur, des blessures, certes, d'ailleurs à peine évoquées, mais aussi de la joie, du plaisir partagé, des moments de douceur (des images de femmes)

et de pur délice (le moelleux du matelas de la chambre d'hôtel que l'on peut s'offrir pour quelques jours quand on vient de toucher le RMI). Les séquences se succèdent rapidement avec quelques arrêts sur image : essentiellement le travail (Robert Lefort a travaillé dans le bâtiment) ou plutôt « le travailler » c'est-à-dire le corps au travail, la résistance de la matière, les tours de main, les savoir-faire... mais aussi les rituels socialisateurs du « bien boire » opposés au « mal boire » solitaire pour calmer sa « tremblote ».

Rien de misérabiliste donc (et d'ailleurs, l'abbé Berthuit insiste sur la « fierté » et le « sens développé » de dignité de celui qui était pour lui « devenu un ami »). Alors, pourquoi ce sentiment de plongée en apnée, puis de révolte au fil du déroulement du récit ? C'est que, malgré l'humour, malgré la volonté explicite de rendre son récit, c'est-à-dire sa vie, « acceptable », c'est bien de l'inacceptable dont il est question ici.

Pour Arlette Farge et Jean-François Laé, il s'agit de n'« accepter » ni une vision globalisante qui expliquerait la longue glissade de Robert Lefort par les mots habituels : la précarité, l'exclusion... en cercles successifs venant se resserrer sur l'individu, ni de prendre au pied de la lettre chaque mot, chaque phrase retranscrits par eux. Il s'agit de rendre compte d'un es-

pace-temps fragmenté, saccadé où les individus n'ont plus de prise. Où l'on vit dans un présent menaçant qui efface le passé et provoque l'amnésie (dès lors, les silences du récit sont interprétables de façon sociologique : on ne pense plus en termes de pudeur individuelle mais d'amnésie socialement construite).

Il s'agit de comprendre les conséquences de l'intimité perdue : ce sera l'objet du chapitre 3 qui, à partir de la main courante d'un centre d'hébergement décrit très finement le va-et-vient incessant des animateurs entre la compassion et la tyrannie. Le centre est pris comme analogon de la famille. L'un comme l'autre renvoient à des ordres institutionnels qui produisent, certes, de l'inclusion mais aussi un code punitif. Aux actes insupportables qui conduisent à l'exclusion du centre d'accueil font écho « *le jeu subtil du démembrement familial* », la « *pénalité privée* » de la famille graduée selon les « *formes de l'offense* » et qui peuvent conduire un homme à la rue. Or le logement est le premier élément de protection nécessaire à la « possession de soi ». D'où les conséquences dévastatrices de sa perte : l'amnésie, l'indistinction radicale de l'intime et du public.

Dans le dernier et quatrième chapitre, le sociologue et l'historienne dialoguent et évoquent, avec leurs outils disciplinaires, mais aussi avec leurs

personnalités, le sens de la vie de Robert Lefort. Arlette Farge, à partir de ses travaux antérieurs, souligne les points communs (la discontinuité comme rythme obligé) et les dissemblances entre les pauvres du XVIII^e siècle et les hommes à la rue aujourd'hui. Elle montre qu'actuellement, le sort qui leur est fait témoigne d'un nouvel agencement du politique. Car, pour Arlette Farge, le corps est le lieu politique de l'attente, de la souffrance, de la joie. Le corps est toujours réaffecté au politique, ce politique qu'elle définit ailleurs comme : trouver sa place dans la cité près d'autrui et attribuer une place à l'autre. Jean-François Laé, quant à lui, pose la question : « *Quels sont ces moments biographiques et ces situations qui échappent à la prise du politique* », aux filets de sécurité tendus par l'État providence. D'où son plaidoyer pour une réflexion sur le risque biographique et sur l'intimité. Ce sont là, selon lui, les préalables nécessaires à une refondation de la protection sociale.

La rigueur et la richesse de ces thèses font d'autant plus regretter que les auteurs n'aient abordé les rôles respectifs des hommes et des femmes que dans une perspective quasi fonctionnaliste. Certes, Robert Lefort parle peu de ses amours féminines et ne donne pas les prénoms de ses frères et sœurs. Mais ce sont toujours des pratiques féminines qui ont un effet de déclic sur son

itinéraire : quand la relation avec sa mère devient insupportable et qu'il s'enfuit, quand la relation avec ses sœurs se distend et qu'il va « disparaître », quand son amitié avec Monika lui donne la force d'essayer de vivre « comme les autres »... Ces femmes ne font pas qu'osciller entre la compassion et la tyrannie, entre l'amour donné et l'amour repris. Il est dommage qu'un ouvrage si brillant fasse l'impasse sur ces problèmes...

Reste que *Fracture sociale* est à lire. À lire absolument.

Danièle Kergoat
GERS – CNRS

Gollac M., Volkoff S. –
Les conditions de travail
(2000). Paris. La Découverte.
Repères, 121 p.

À la fin des années soixante-dix, des données chiffrées exploitables désagrégées par sexe étaient quasi inexistantes, notamment sur l'organisation du travail. Chiffrer la part des femmes (très majoritaires) et des hommes travaillant à la chaîne est devenu possible, pour la première fois en France, grâce à l'enquête Conditions de travail. Celle-ci, conçue par les deux auteurs de cet ouvrage, a démarré en 1978. Réalisée périodiquement comme complément à l'enquête sur l'emploi de l'Insee, elle est une des sources principales de cet ouvrage, qui bénéficie notamment des résultats de celle effectuée en

1998. C'est à partir de cette enquête que l'ouvrage présente les *variations sociales* (ch. 4) selon les catégories de sexe, les catégories socioprofessionnelles, les branches économiques, et les répartitions public/privé, stables/précaires, etc. Il faut souligner que, dans beaucoup de pays, on manque de données chiffrées de ce type, ainsi que d'autres données utilisées par les auteurs, provenant d'enquêtes conduites par des médecins du travail (SUMER, PREST, etc.) — enquêtes également très spécifiques à la France.

Même si les différences hommes-femmes face aux conditions de travail et à la santé ne sont pas au centre de ce livre, il les prend souvent en considération. Ainsi, l'analyse sur les conditions de travail comparées des ouvrières et des ouvriers indique des écarts nombreux, et parmi ceux-ci les contrastes par rapport au travail à la chaîne : 24 % d'ouvrières déclarent qu'elles travaillent à la chaîne en 1998 contre 7 % d'ouvriers (cf. tableau 7). Les auteurs montrent que, de 1978 à 1998, la proportion de ces ouvrières a augmenté, même si cette modalité d'organisation du travail ne concerne que 10 % de la catégorie ouvrière dans son ensemble. Des exemples abondants sont donnés concernant la santé des femmes au travail, leur mobilité professionnelle en lien avec la santé, les différences hommes/femmes concernant le travail

posté, le recours aux femmes pour accroître la flexibilité du travail, les rapports travail/hors-travail, etc. On regrette que tous les tableaux ne soient pas désagrégés par sexe ; il nous reste à faire ce travail, par exemple pour le tableau 4 sur la sécurité, la responsabilité et la disponibilité des cadres, il serait passionnant de connaître les différences entre hommes et femmes !

L'amélioration des conditions de travail n'est pas « naturelle ». C'est le constat (p. 85) qui structure ce livre : le progrès technique n'a pas un effet linéaire sur les conditions de travail ; les luttes sociales et politiques peuvent aussi les faire évoluer. L'idée des conditions de travail en tant que construction sociale et historique traverse l'ensemble des chapitres de cet ouvrage mobilisant les connaissances de plusieurs disciplines : on y voit notamment que la complexité de la définition d'une notion apparemment simple telle que « conditions de travail » vient de la différence entre travail prescrit et travail réel. Différence à laquelle s'ajoute celle qui existe entre dimension subjective et objective du travail. C'est en regardant les scènes de *Dancing in the Dark* de Lars von Trier, où une ouvrière semi aveugle, fatiguée par le travail de nuit, enchaîne toute une série de gestes de travail risqués, que l'on ne peut pas s'empêcher d'avoir peur de l'accident, face aux conditions

inexistantes de prévention et en même temps d'admirer la capacité du cinéaste à montrer largement l'importance du rapport subjectif au travail. Dans l'ouvrage de M. Gollac et S. Volkoff, une large place est conférée à la prise en compte de cette dernière dimension, notamment par la présentation de l'approche et de certains résultats de la psychodynamique du travail.

Depuis le milieu des années quatre-vingt l'intensification du travail s'est accrue au lieu de régresser, avec l'émergence de nouveaux modèles productifs : ce constat, qui contrarie le sens commun, pour lequel les nouvelles formes d'organisation de la production devraient donner plus de place aux automatismes et moins d'espace au travail humain, est appuyé par les données chiffrées longitudinales des Enquêtes Conditions de travail. L'impact de cette intensification sur la santé justifie que lui soit consacré tout un chapitre (ch. 5). Les LER, lésions par efforts répétitifs ou les TMS, troubles musculo-squelettiques, qui affectent majoritairement la main-d'œuvre féminine, sont à rapprocher de ce phénomène massif

d'intensification du travail, dont font partie les travaux répétitifs et à forte contrainte de temps. Les auteurs montrent que l'imposition des délais par les clients dans les organisations « juste-à-temps » représente de nouveaux facteurs d'intensification, sans que les anciens (cadences imposées par les machines et/ou par la hiérarchie) aient disparu. Urgence et postures malcommodes, diminution des temps de pause informels, tension causée par la pression temporelle, les injonctions paradoxales exigeant simultanément quantité et qualité peuvent contribuer également à l'essor de cette maladie professionnelle. Surtout dans un contexte de chômage massif et de précarisation de l'emploi.

Il faut souligner, enfin, l'intérêt des résultats récents de recherche des deux auteurs présentés tout au long de ce livre : sur le thème temps, travail et vieillissement de S. Volkoff, sur celui du bonheur au travail de M. Gollac. L'ensemble représente un outil précieux : les ouvrages sur travail et santé considérant les variations hommes-femmes ne courent pas les rues !

Helena Hirata
GERS – CNRS